

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance  
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre  
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée  
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

## Journal de Palestine

N° 568 du 01 au 16.02.2011

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : : [no-war-over-blog.com](http://no-war-over-blog.com)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

### Sommaire

Tiré à part

L'aide des Etats-Unis à l'Egypte est destinée à bloquer Gaza.

3 Médias/Vidéos

Facebook

3-1 Des Palestiniens appellent à se révolter contre Abbas.

3-2 Appels à renverser Abbas et son autorité en Cisjordanie occupée. 10

4 Les brèves

4-1 Yoav Mordechai : "Votre président doit annoncer le Hamas comme étant illégal.

4-2 Une soixantaine d'ONG israéliennes ont symboliquement reconnu l'existence d'un Etat palestinien.

5 Dossier

1 WikiLeaks :

5-1 Israël aurait délibérément asphyxié économiquement la bande de Gaza.

2 Jaziraleaks:

5-2 Gregg Carlstrom : Quand les services secrets anglais proposent de kidnapper les dirigeants du Hamas et à l'UE d'en faire payer les coûts...

5-3 Abbas était informé de l'imminence de la guerre israélienne contre le Hamas en Gaza !

5-4 Bill Van Auken : Des documents secrets palestiniens exposent la supercherie du « processus de paix ».

5-5 Sarah Irving\*: Comment l'Europe concourt à l'occupation de la Palestine.

5-6 Plus de 400 parlementaires européens ont été faire allégeance à Israël sous la direction des "European Friends of Israel".

5-7 Le Parlement israélien a déroulé lundi le tapis rouge pour une délégation de plus de 400 parlementaires.

5-8 Prisonnières politiques en Israël et « intifada » égyptienne.

5-9 Quelqu'un peut-il offrir un révolver à Mahmoud Abbas sur un plateau d'argent ?

---

## Tiré a part

### L'aide des Etats-Unis à l'Egypte est destinée à bloquer Gaza.

02/02/2011

Alors qu'il n'est pas dans ses attributions de fournir des études « à chaud », le Service de Recherche du Congrès US a distribué aux parlementaires un récapitulatif des relations égypto-US dès le 28 janvier, soit dès le début des manifestations dans le pays du Nil.

Il apparaît que Washington verse annuellement

- 250 millions USD d'aide économique.

- 1 300 millions USD d'aide militaire.

- 2 millions USD pour préparer l'alternance politique, auxquels s'ajoutent les budgets des opérations secrètes.

En réalité l'essentiel de cette aide n'est pas destinée au Peuple égyptien, mais est donné au régime du général Moubarak les moyens de fermer la frontière avec les Territoires palestiniens pour bloquer Gaza.

**Cette aide à l'Egypte est en définitive une aide à la politique israélienne.**

On notera aussi que le Service de Recherche du Congrès analyse les derniers amendements constitutionnels comme préparant la transition entre Moubarak père et fils.

Grâce à un système parfaitement verrouillé, il était prévu que Gamal serait élu président et administrerait le pays sous la régence de facto du général Omar Souleiman.

<http://www.voltairenet.org/article168317.html>

---

## 1 Politique

### a) Politique Palestinienne

#### 1-3 Sur le terrain.

#### L'occupation s'en prend à diverses localités de la bande de Gaza.

Les militaires se sont attaqués, ce jeudi, aux diverses localités de la bande de Gaza.

Des villages du sud, du nord et de l'est de cette région ont été le théâtre de l'irruption de soldats qui ont ouvert le feu sur la population civile.

Aucun bilan n'a été communiqué, sur d'éventuelles pertes en vie humaine. Les colons ont, également, pris pour cible de [leurs armes à feu un jeune palestinien qui a succombé à ses blessures.](#)

Les agences de presse font état de mouvements de protestation spontanés, ce jeudi, à Rafah et à Khan Younes, qui ont mobilisé des centaines de protestataires.

**Ces derniers dénonçaient les concessions faites par l'Autorité palestinienne, concessions révélées, ces derniers jours, par Al-Jazeera.**

28/01

<http://french.irib.ir>

---

#### L'occupation démolit 27 maisons et constructions en janvier.

Le rapport publié par la Fondation internationale de solidarité (Tadhamoun) pour les droits de l'homme a montré l'escalade des opérations de démolition des maisons et différentes installations palestiniennes par les autorités de l'occupation, durant ces derniers temps.

Le rapport a enregistré que les forces de l'occupation ont détruit des dizaines d'installations palestiniennes, et que le nombre total des édifices démolis a atteint plus de 27 maisons et constructions en Cisjordanie, au Néguev et dans la vallée du Jourdain, en plus d'un hôtel dans la ville d'Al-Qods occupée (Jérusalem) et une école dans la ville d'Al-Khalil (Hébron).

Le rapport a précisé que les démolitions ont touché plusieurs villages, dont "Rakhm" et "Kassifa" au Néguev ouest, où des maisons, magasins et différentes installations ont été rasés complètement, après que les forces de l'occupation avaient détruit, auparavant, le village d'al-Araqib au Néguev et al-Farissia, près de Toubas en laissant des centaines d'habitants sans abris.

#### De faux prétextes :

Les autorités donnent souvent de faux et faibles prétextes pour justifier la démolition des maisons palestiniennes, dont des prétextes sécuritaires, et parfois en accusant le propriétaire d'une maison d'effectuer des activités qui touchent la sécurité et la stabilité dans cette région (au point de vue sioniste), comme il a été le cas durant les deux dernières Intifada, ou d'accuser un citoyen d'avoir construit sa maison ou ajouter une chambre sans permission, au moment où les directions refusent de donner tout permis de construction aux habitants palestiniens.

L'entité justifie également ses politiques de démolition en prétendant que les régions et villages habités par les palestiniens sont des zones non reconnues par les autorités occupantes, par conséquent les constructions sont illégales, notamment au Néguev et la vallée du Jourdain.

Ces violations et agressions viennent dans le cadre de la politique d'expulsion forcée contre les habitants palestiniens, et surtout dans la ville sainte d'Al-Qods, où les autorités occupantes ont démoli quatre maisons dans le but d'obliger les palestiniens à quitter leur ville et élargir les colonies ainsi que la destruction de l'hôtel "Chbird" à Jérusalem, où l'occupation compte établir une nouvelle colonie dans cette région, en plus des dizaines d'ordres de démolition que les autorités sionistes distribuent, chaque jour, aux habitants palestiniens.

On note que les bulldozers de l'occupation ont démoli de nombreuses maisons, installations et bâtiments, au cours du mois de Janvier 2011, où 07 autres maisons ont été démolies en Cisjordanie, au moment où les forces ont détruit une école dans le village "Daquiq", près d'Al-Khalil (Hébron), en plus des dizaines de boutiques, baraques d'eau résidentielles et puits d'eau.

[10/02/2011 -]

CPI

## Israël bombarde un dépôt de médicaments à Gaza.

Non content de maintenir un blocus abject sur la bande de Gaza, qui prive de soins les Gazaouis qui ont besoin d'accéder à des traitements et médicaments non disponibles, Israël vient de bombarder délibérément un dépôt de médicament à Gaza.

Israël, qui se considère comme très avancé dans le domaine des technologies médicales, l'est surtout en matière de destruction de médicaments permettant aux Palestiniens de se soigner.

Son armée a largué cette semaine deux bombes sur le centre de traitements médicaux AL-Qerem à Jabalya, dans la bande de Gaza.

L'immeuble a été totalement détruit, ainsi que l'ensemble de ses appareils et traitements.

Accepter après cela de se voir proposer des médicaments génériques de la marque israélienne TEVA, par un pharmacien, est parfaitement intolérable !

CAPJPO-EuroPalestine

vendredi 11 février 2011

<http://www.europalestine.com:80/spip.php?article5869>

---

## 1-7 Des Canons ... pas du beurre.

"Les nouveaux dirigeants égyptiens doivent lever le blocus de Gaza" .

Le Porte-parole du Hamas à Gaza, Sami Abou Zouhri, a estimé que la démission de Hosni Moubarak est le début de la victoire de la révolution égyptienne, "appelant l'armée égyptienne à se porter garante des revendications du peuple". "Le Hamas appelle la nouvelle direction égyptienne à décider, immédiatement, la levée du siège de Gaza et l'ouverture du terminal égyptien, à Rafah, (à la frontière entre la bande de Gaza et l'Égypte-ndlr), afin que les Gazaouis puissent reconstruire les ruines laissées par l'offensive de 22 jours du régime israélien contre Gaza", a-t-il ajouté.

12-02

IRIB –

<http://french.irib.ir/info/moyen-orient/item/109031-les-nouveaux-dirigeants-egyptiens-doivent-lever-le-blocus-de-gaza-hamas>

---

## 2 Politique Internationale des territoires occupés

### 1 Usa (le parrain)

#### a) Les grandes manœuvres

### Des milliers d'Américains appellent à ne pas apposer son veto à l'avant texte d'une résolution condamnant des crimes d'Israël.

Des milliers d'Américains ont signé une pétition, dans laquelle, ils appellent leur gouvernement à ne pas apposer son veto à l'avant texte d'une résolution que l'ONU s'apprête à adopter en condamnation des crimes d'Israël.

Les signataires s'opposent à la poursuite de la colonisation, à l'occupation des territoires palestiniens, à d'autres violations, dont Israël se rend coupable. L'un des principaux signataires de cette pétition est l'Association «Mettons fin à l'occupation de la Palestine». Le groupe s'indigne que l'administration américaine sponsorise une armée sioniste qui «envoie, régulièrement, quelque 500.000 colons à l'assaut des Palestiniens, de leurs lieux d'habitat». «Ces colons violent, de la manière la plus éhontée, les droits de l'Homme, et ils le font, presque, quotidiennement», s'insurge cette association.

09/02

<http://french.irib.ir>

---

## b) Politique colonialiste

### 6 milliards de dollars d'aides américaines par an à Israël.

Le chef de la nouvelle majorité républicaine pro-israélienne, à la Chambre des représentants américaine, Eric Cantor, s'est, vivement, opposé à la réduction des aides sans faille des Etats-Unis à Israël. Depuis l'arrivée au pouvoir du Président Barack Obama, les aides à fond perdu de Washington à Israël, ont, considérablement, augmenté, dépassant les 6 milliards de dollars, par an. Le régime sioniste reçoit, annuellement, plus de 3 milliards de dollars d'aides à fond perdu des Etats-Unis, depuis la seconde guerre mondiale. Eric Cantor, congressiste raciste américain, estime que ses aides ne doivent jamais diminuer. "J'ai toujours dit que ces aides doivent se poursuivre, pour la sauvegarde de la sécurité américaine", prétend-t-il.

26/01/2011

IRINN -

<http://french.irib.ir/info/international/item/108129-6-milliards-de-dollars-d-aides-americaines-sans-faille-a-israel>

---

---

## 2 Grande-Bretagne

### The Guardian : Les services de renseignements britanniques aurait mis au point un plan pour éliminer le Hamas.

Le site Web du journal britannique "The Guardian" a déclaré, hier soir, le dimanche 23/1, qu'il révélera dans les prochains jours des documents et des preuves sur le rôle central des services de renseignements britanniques dans un plan secret intitulé « l'anéantissement » du mouvement du Hamas dans les territoires palestiniens.

Le journal a affirmé que la plus grande fuite de documents secrets dans l'histoire du conflit arabo-sioniste, donne une impression générale qui ressort des documents, couvrant les années 1999 à 2010, que la faiblesse et le désespoir augmente de plus en plus parmi les leaders de l'autorité du Fatah à Ramallah, et que l'incapacité de parvenir à un accord ou même d'arrêter les activités de colonisation sapent sa légitimité.

Les câbles révèlent que dans le passé, des négociateurs palestiniens ont accepté secrètement d'annexer toutes les colonies dans la partie orientale d'al-Qods (Jérusalem-Est) occupée à l'entité sioniste, ce qui fait partie d'une série de concessions qui choquent les palestiniens et le monde arabe dans son ensemble.

Le journal a ajouté que des milliers de pages de documents confidentiels palestiniens qui couvrent plus d'une décennie de négociations avec l'entité sioniste et les Etats-Unis ont été obtenus par la chaîne "al Jazeera", et ont été partagés exclusivement avec le journal britannique. Ils donnent une idée sans précédent de la désintégration du processus de paix depuis 20 ans.

Il a poursuivi que les documents qui seront publiés dans les prochains jours révéleront également l'ampleur des concessions présentées par le négociateur palestinien dont l'affaire très sensible du droit au retour des réfugiés palestiniens, et comment les sionistes ont interrogé certains palestiniens de la Palestine occupée en 1948 pour se renseigner sur la possibilité de les annexer au futur Etat palestinien.

Ils révéleront également le niveau des relations intimes et confidentielles entre les forces de sécurité sionistes et l'Autorité palestinienne, et comment les dirigeants de l'Autorité ont reçu des informations avant le déclenchement de la guerre sioniste menée contre la Bande de Gaza.

24/01/2011

<http://www.palestine-info.cc/fr/>

---

---

## 3 Equateur

### L'Equateur reconnaît la Palestine comme un Etat à part entière.

Après le Brésil, l'Argentine, et la Bolivie, c'est au tour de l'Equateur de reconnaître la Palestine comme un Etat à part entière. Le 24 décembre, le président Rafael Correa a signé la reconnaissance officielle de son gouvernement d'une Palestine « libre et indépendante dans ses frontières de 1967 », c'est-à-dire avant l'occupation israélienne. L'Uruguay va prochainement faire la même démarche.

C'est une lame de fond sud-américaine, une vague qui s'est formée début décembre au Brésil. En quelques jours elle a atteint l'Argentine, et cette vague n'a pas cessé de gonfler à mesure que les semaines ont passé. L'Uruguay a annoncé dans la foulée qu'il allait rejoindre le mouvement, bientôt, en 2011.

Cette semaine, la Bolivie a rejoint le groupe. Vendredi 24 décembre 2010, veille de Noël, c'est l'Equateur qui a annoncé sa reconnaissance officielle de la Palestine comme Etat « libre et indépendant,

dans ses frontières de 1967 », c'est-à-dire avant l'occupation des territoires palestiniens par Israël après la guerre de juin 1967.

Difficile de ne pas constater qu'il y a derrière cette série un « mouvement concerté », de nature incontestablement « régionale ». Autant dire, une offensive diplomatique latino-américaine, conduite par des poids lourds du sous-continent ou plutôt une contre-offensive après l'échec de la dernière tentative nord-américaine. Les Etats-Unis n'ont en effet pas réussi à convaincre les Israéliens de geler le processus de colonisation de la Cisjordanie et à ramener les belligérants à la table des négociations.

Ces reconnaissances créent un contexte politique évidemment beaucoup plus favorable aux Palestiniens qui peuvent désormais compter sur un bloc sud-américain solide et impliqué dans la recherche de voies alternatives à celles proposées par Washington, jusque-là stériles. Pour les Israéliens, la situation est infiniment moins confortable. Cette vague de reconnaissances suscite d'ailleurs des regrets à Tel-Aviv et de la désapprobation à Washington.

2 janvier 2011

<http://www.enfantsdepalestine.org/br,539>

---

## Organisations Mondiales & régionales

### Gaza : 45% de chômage, l'UNRWA appelle l'Europe à obtenir la levée du blocus.

Le chômage à Gaza est très élevé.

10 février 2011 – L'Office de secours et de travaux de l'ONU pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a appelé les dirigeants des pays européens à travailler ensemble pour mettre un terme aux souffrances de la population de Gaza, où le taux de chômage atteint désormais un niveau record.

Lors d'une conférence de presse organisée mercredi soir, le porte-parole de l'agence onusienne, Chris Gunness, a indiqué que près d'un Palestinien sur deux en âge de travailler n'avait pas d'emploi et que le taux de chômage avoisinait 44,5% de la population active à la fin de 2010, et environ 45% à l'heure actuelle.

« Les revenus mensuels réels dans la bande de Gaza ont baissé de 9,5% entre le premier semestre de 2009 et la première moitié de 2010. Nous surveillons la situation dans la région, dans l'espoir que le monde cherche à développer de nouvelles stratégies pour mettre fin à la crise humanitaire », a-t-il poursuivi, avant de mettre en garde contre le risque de voir la situation continuer à empirer sans intervention internationale immédiate pour mettre fin au blocus israélien de Gaza.

Interrogé sur la probabilité d'un nouvel assaut israélien sur le territoire palestinien, Chris Gunness a estimé que Gaza avait « encore du mal à se remettre de l'opération « Plomb durci » lancée à l'hiver 2008/2009 ». « Toute autre mesure prise par Israël ne ferait qu'aggraver les ravages qui existent déjà », a-t-il ajouté.

Estimant aussi que la situation dans la région était « un véritable test pour la communauté internationale », le porte-parole de l'UNRWA a souligné que « pour mesurer réellement la réussite ou l'échec des dirigeants du monde », il faudra voir « s'ils aident ou abandonnent les Palestiniens de la bande de Gaza ».

En juin 2010, Israël a commencé à alléger son blocus de la Bande de Gaza en autorisant davantage de biens à entrer dans le territoire palestinien. Il a toutefois maintenu les restrictions sur le béton, le fer et d'autres matériaux indispensables pourtant, selon l'ONU, à la reconstruction après les dommages causés par l'offensive israélienne de 2008-2009.

En janvier 2011, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires politiques, B. Lynn Pascoe, avait réaffirmé devant le Conseil de sécurité que l'objectif fondamental de l'ONU continuait d'être la revitalisation de l'économie de Gaza et la fin du blocus imposé par Israël.

Il a noté l'augmentation des niveaux d'importation et d'exportation de produits depuis l'allègement du blocus en juin 2010 mais a rappelé que ces niveaux étaient encore largement inférieurs à ceux de 2007.

<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=24443&Cr=Gaza&Cr1=>

---

## 3 Médias/Vidéos

### Facebook

#### 3-1 Des Palestiniens appellent à se révolter contre Abbas.

Des militants palestiniens ont lancé sur le site internet Facebook une campagne à la demande du renversement du pouvoir de l'Autorité palestinienne et leur président Mahmoud Abbas.

Les slogans de cette campagne: «Les peuple tunisiens et égyptiens ont fait entendre leurs voix, nous devons aussi en faire autant », indiquant que le peuple de la résistance face à l'occupation doit se soulever contre les assassins de leurs résistants et contre les renonciateurs à la question palestinienne.

Les slogans de la campagne de protestation ont également appelé à se venger des assassins qui ont été reconnu coupables selon les « documents confidentiels divulgués par al-Jazeera », causant le martyr de certains dirigeants palestiniens de la résistance palestinienne.

Les promoteurs de ledite campagne ont fixé, le vendredi prochain comme, le début de leur soulèvement appellent les

Palestiniens à se révolter: « Notre rendez-vous sera vendredi, nous nous révoltons contre la bande de corrompus qui a trahit la nation et vendu notre cause sacrée, nous mourrons en martyr les têtes hautes il n'est pas question de vivre sous l'humiliation de ses traîtres, Abbas et son groupe doivent dégager ».

« Nous devons nous révolter contre les agents de l'occupation à Ramallah qui ont torturé, assassiné les résistants et trahit le peuple palestinien, en particulier contre Mahmoud Abbas, Mohammed Dahlan, Yasser Abed Rabbo, Saeb Erekat, Nasser Youssef et Ahmed Qoreï, ces responsables amis de l'ennemi sioniste qui collaborent avec lui en signant des accords dans les coulisses », a souligné le communiqué de la campagne publié dimanche soir sur "Facebook".

31/01/2011

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=171780&language=fr>

---

### 3-2 Appels à renverser Abbas et son autorité en Cisjordanie occupée. 10/02/2011

Des militants palestiniens ont intensifié leurs appels sur Internet à renverser l'ex-président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas (Abou Mazen) en Cisjordanie occupée en utilisant des sites de réseaux sociaux comme "Facebook" qui a eu un impact profond sur la révolution tunisienne et égyptienne. L'utilisateur de l'Internet peut remarquer la propagation d'un grand nombre de groupes électroniques qui comprennent des centaines ou des milliers de partisans en Cisjordanie et à l'étranger, appelant à travailler sérieusement pour renverser Abbas et son autorité, et les membres de ces groupes échangent des idées et des visions pour atteindre leur objectif annoncé.

Ces groupes ont de nombreuses revendications dont celle de dissoudre l'Autorité palestinienne, de la renverser, ou d'appeler à une désobéissance civile contre elle et de refuser de traiter avec elle comme une autorité sur le terrain malgré le climat de répression à laquelle sont confrontés les libertés des médias et de l'opinion dans les villes et les gouvernorats de la Cisjordanie occupée.

Ils discutent l'appel à des manifestations populaires contre l'autorité d'Abbas similaires à ce qui s'est passé en Tunisie et en Egypte, où l'un des groupes qui brandit le slogan "*La Palestine veut renverser Abbas*" a appelé à boycotter les élections locales annoncées par le gouvernement inconstitutionnel de Fayyad en juillet prochain.

Les liens suivants sont ceux des groupes les plus importants travaillant pour faire renverser Mahmoud Abbas et son autorité en Cisjordanie occupée :

<http://www.facebook.com/pages/rabtt-alshab-almltzm/181147891906504?v=info&ref=ts%E6%C7%E4%C7>

<http://www.facebook.com/Rabetah>

[http://www.facebook.com/home.php?sk=group\\_191580804201038](http://www.facebook.com/home.php?sk=group_191580804201038)

[http://www.facebook.com/home.php?sk=group\\_196385703720626](http://www.facebook.com/home.php?sk=group_196385703720626)

<http://www.facebook.com/group.php?gid=108731129182278>

[http://www.facebook.com/group.php?sk=group\\_191580804201038](http://www.facebook.com/group.php?sk=group_191580804201038)

<http://www.palestine-info.cc/>

---

---

## 4 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 4-1 Yoav Mordechai : "Votre président doit annoncer le Hamas comme étant illégal.

L'occupation israélienne a demandé à l'Autorité palestinienne d'interdire le Hamas, d'après un document confidentiel divulgué par al-Jazeera sur les négociations de soi-disant de paix israélo-palestiniennes.

Selon la chaîne basé à Qatar (Al-Jazeera), cette requête a été formulée lors d'une conversation entre un responsable de la sécurité, « Yoav Mordechai », et un leader de l'Autorité palestinienne, « Hassan Attalah », qui avait donné son accord à une telle solution.

« Yoav Mordechai avait demandé à l'Autorité palestinienne de ne satisfaire pas à combattre seulement les militants du Hamas, mais il faut étendre le combat contre les activistes civils, citant par exemple, "dans les municipalités", selon un document confidentiels divulgué par al-Jazeera.

Hassan Attalah a répliqué en exprimant son acceptation explicite : « Je ne travaille pas au niveau politique, mais je suis d'accord, nous devons nous occuper de cela".

Yoav Mordechai a insisté : "Votre président doit annoncer le Hamas comme illégal.. Jusqu'à présent, ce sont seulement les militants qui sont illégaux".

27/01

---

## 4-2 Une soixantaine d'ONG israéliennes ont symboliquement reconnu l'existence d'un Etat palestinien.

Le comité de coordination d'une soixantaine d'ONG israéliennes soutenant le processus de paix ont symboliquement reconnu l'existence d'un Etat palestinien dans les "frontières de 1967", a indiqué mercredi à l'AFP un des responsables de ce comité.

"Nous avons décidé de reconnaître à titre symbolique un Etat dans les frontières de 1967 au côté d'Israël, avec Jérusalem comme capitale des deux Etats, ainsi que l'ont fait récemment plusieurs pays d'Amérique du Sud", a affirmé Ron Pundak, en référence aux frontières d'avant la guerre israélo-arabe des Six-Jours et l'occupation de Jérusalem-Est, de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

M. Pundak préside le côté israélien du comité de coordination du Forum des organisations non-gouvernementales israélo-palestiniennes qui regroupe une centaine d'organisations, dont une soixantaine israéliennes et une quarantaine palestiniennes.

"Nous appelons le gouvernement israélien à adopter notre position et à reprendre sur cette base les négociations", a ajouté M. Pundak, qui avait participé aux négociations ayant abouti aux accords d'Oslo en 1993 sur l'autonomie palestinienne. "Le temps joue contre les partisans de la paix, et notre initiative vise à pousser à la reprise des négociations alors que le gouvernement israélien s'y refuse pour le moment", a-t-il expliqué."

Source AFP

mercredi 2 février 2011

[Rédaction Enfants de \(la\) Palestine,](#)

---

---

## 5 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 1 WikiLeaks :

#### 5-1 Israël aurait délibérément asphyxié économiquement la bande de Gaza.

Israël aurait délibérément poussé "au bord du gouffre" l'économie dans la bande de Gaza, territoire palestinien qui refuse de reconnaître l'État hébreu.

Israël a délibérément poussé "au bord du gouffre" l'économie dans la bande de Gaza, territoire palestinien contrôlé par le Hamas qui refuse de reconnaître l'Etat hébreu, ressort-il de notes diplomatiques obtenues par WikiLeaks et publiées mercredi par un journal norvégien.

Dans une note de l'ambassade des Etats-Unis à Tel Aviv datant du 3 novembre 2008 et reproduite sur le site du quotidien Aftenposten, les diplomates américains font état de la volonté israélienne d'asphyxier, sans complètement l'étrangler, le petit territoire où s'entassent 1,5 million de Palestiniens.

"Dans le cadre de leur embargo global sur Gaza, des responsables israéliens ont confirmé (...) à de multiples occasions leur intention de maintenir l'économie gazaouie au bord du gouffre, sans aller jusqu'à l'y précipiter", rapporte la note.

Ils "ont l'intention de laisser l'économie gazaouie fonctionner à petit feu, le plus petit possible, tout en évitant une crise humanitaire", ajoute-t-elle.

Israël a assoupli son blocus de la bande de Gaza à la suite d'intenses pressions internationales après la mort de neuf Turcs dans l'assaut de sa marine le 31 mai contre une flottille humanitaire qui tentait d'atteindre l'enclave palestinienne.

Imposé en juin 2006 à la suite de l'enlèvement d'un soldat israélien, ce blocus avait été considérablement renforcé après la prise de contrôle du territoire en juin 2007 par les islamistes du Hamas.

La bande de Gaza souffre d'une économie exsangue avec un taux de chômage supérieur à 35% l'an dernier, un des plus élevés au monde.

Journal de référence en Norvège, Aftenposten a obtenu par un moyen non connu en décembre la totalité des 250 000 documents diplomatiques de WikiLeaks, sans passer d'accord avec le site comme l'ont fait cinq grands journaux (New York Times, Guardian, Le Monde, El Pais et Der Spiegel).

Jeudi 13 janvier

AFP |

<http://www.tdg.ch/israel-deliberement-asphyxie-economiquement-bande-gaza-2011-01-05>

---

---

### 2 Jaziraleaks:

#### 5-2 Gregg Carlstrom : Quand les services secrets anglais proposent de kidnapper les dirigeants du Hamas et à l'UE d'en faire payer les coûts...

Documents compromettants pour l'Autorité Palestinienne révélés par Al-Jazeera

*Le gouvernement britannique a fourni un soutien financier à deux forces de sécurité du Fatah pourtant connues pour utiliser la torture.*

Les documents palestiniens révèlent que le gouvernement britannique a joué un rôle important dans l'équipement et le financement des forces de sécurité palestiniennes dont plusieurs ont été compromises dans l'usage de la torture et autres abus. Plus incroyable encore, le service de renseignement britannique MI-6 a proposé d'enlever des membres du Hamas et du Jihad islamique palestiniens, un projet extraordinaire - et illégal - dans lequel l'Union européenne aurait payé les coûts de leur détention.

Sous la rubrique « *dégrader les capacités des groupes rejectionnistes* », le document du MI-6 suggère :

*« ... la rupture des communications entre leurs dirigeants et de leurs capacités de commandement et de contrôle, la détention des principaux officiers de rang intermédiaire ; et la confiscation de leurs arsenaux et ressources financières à l'intérieur des Territoires occupés. Les États-Unis et - officieusement - les moniteurs du Royaume-Uni feraient leurs rapports à la fois à Israël et au Quartet. Nous pourrions aussi explorer l'internement temporaire de leader du Hamas et du PIJ [Jihad Islamique], en s'assurant qu'ils soient correctement traités, avec un financement de l'Union Européenne. »*

Une annexe au document décrit la façon dont le gouvernement britannique pourrait aider l'Autorité palestinienne. Il comprend des plans britanniques de saisie des armes à feu et roquettes en Cisjordanie et à Gaza, de coupure des sources de financement des « *groupes du refus* » comme le Hamas, et la réduction de la contrebande d'armes par des tunnels dans la bande de Gaza.

### **Le financement de l'AP**

Il est difficile de dire lesquelles de ces idées ont été effectivement mises en pratique. Mais deux documents ultérieurs de l'année qui suit suggèrent que, à tout le moins, le gouvernement britannique a fourni des fonds pour les forces de sécurité palestiniennes.

Un document du Foreign Office britannique fournit « *une synthèse des travaux concernant le projet dans lequel le Royaume-Uni est engagé avec les Forces de sécurité palestiniennes.* » Il précise l'utilisation de centaines de milliers de dollars fournis en assistance à la sécurité de l'Autorité palestinienne.

On notera en particulier deux allocations de 90 000 dollars : l'une pour la force de sécurité préventive, l'autre pour le Service général du renseignement.

Ces deux services ont été liés à des violations à grande échelle des droits humains dans les Territoires Occupés. *Human Rights Watch* (HRW) a signalé en juillet 2008 que la Sécurité préventive avait réalisé la plupart des arrestations de militants du Hamas en Cisjordanie. « *La plupart des arrestations étaient illégales* », a rapporté le groupe, « *et les individus arrêtés ont parfois été soumis à de mauvais traitements au moment de leur arrestation ou à la torture pendant les interrogatoires.* » Le Service général du renseignement a également été compromis dans des cas de torture.

*« Les forces les plus violentes dans leurs abus, disent des associations locales, sont la Sécurité préventive et le Service général du renseignement. La plupart des violations décrites dans le présent rapport ont été commises par une de ces deux forces »,* a conclu le HRW.

Dans une déclaration à Al Jazeera, le bureau britannique des Affaires étrangères a prétendu qu'il prenait les allégations de torture « *très au sérieux.* »

*« [Le bureau du ministre des Affaires étrangères Alistair] Burt a soulevé la question des violations des droits humains quand il a rencontré [le Premier ministre palestinien Salam] Fayyad la semaine dernière et il a demandé une assurance concrète que les allégations feraient l'objet d'une enquête et que les mesures appropriées seraient prises. Le Premier ministre Fayyad a tout garanti. »*

**Gregg Carlstrom**

[aljazeera.net](http://aljazeera.net)

25 janvier 2011.

Article original en anglais (25.01.2011) :

Mondialisation.ca, Le 27 janvier 2011

<http://english.aljazeera.net/palestinepapers/2011/01/2011125123356396297.html>

Traduit de l'anglais par *Info-Palestine.net* (27.01.2011) :

[http://www.info-palestine.net/article.php3?id\\_article=10042](http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=10042)

## **5-3 Abbas était informé de l'imminence de la guerre israélienne contre le Hamas en Gaza !**

Selon des documents confidentiels divulgués par la chaîne satellitaire qatarie Al-Jazeera l'ex-président de l'Autorité de Fatah, Mahmoud Abbas aurait été informé de la guerre israélienne contre la bande de Gaza éclatera, il y a de cela deux ans ! Pis encore...

L'Autorité de Monsieur Abbas a œuvré pour le retrait du rapport "Goldstone" qui a accusé le régime sioniste de commettre des crimes de guerre et de crimes contre l'humanité dans sa guerre contre Gaza.

Ainsi, lors d'une réunion avec l'émissaire américain au Proche-Orient, George Mitchell, le 21 Octobre 2009, le négociateur en chef, Saeb Erekat reconnaît que le président du Département de sécurité dans le ministère de guerre Amos Gilad a rendu visite à Abou Mazen avant l'agression israélienne ". Ayant voulu s'enquérir sur sa position Abbas lui aurait répondu qu'il ne reviendra pas à Gaza sur un tank israélien.

Sur le moyen de vaincre le Hamas, le président de l'équipe de négociation de Fatah, Ahmed Qoreï, aurait affirmé à l'ex-ministre des Affaires étrangères Tzipi Livni, le Janvier 22 juin 2008: « c'est seulement lorsque nous aurons conclu un accord entre nous que nous aurons vaincu le Hamas.



Ce sera notre réplique à leur requête que notre terre ne peut être récupérée que par la résistance".

Toujours selon ces documents confidentiels, Erekat aurait insisté sur la nécessité d'un accord, et ce lors de sa réunion avec l'ancien conseiller à la sécurité nationale américain Stephen Hadley, le 29 Juillet 2008, en présence de Salam Fayyad: « Nous avons besoin d'un accord, c'est une question de vie ou de mort politique pour nous dans notre relation avec Hamas".

Ces documents ont révélé que l'Autorité palestinienne a poursuivi ses contacts avec les Israéliens, même après la fin de la guerre israélienne contre la bande de Gaza. Quoiqu'elle ait affiché une rupture avec eux, en guise de protestation à la guerre.

Lors d'une réunion, le 21 Octobre, 2009, Erekat aurait dit à l'ancien conseiller à la sécurité nationale des Etats-Unis, le général Jim Jones : "Nous rencontrons les Israéliens périodiquement sur la sécurité, indépendamment de la politique".

Dans le même contexte, des documents confidentiels publiés ont révélé que l'Autorité de Fatah a encouragé l'entité sioniste et plusieurs pays, arabes, régionaux et internationaux, d'une manière directe ou indirecte de s'opposer au Hamas.

Lors d'une réunion tenue, le 11 Mars 2008, le premier ministre du gouvernement illégal à Ramallah, Salam Fayyad s'adressait à l'envoyé du Quartet, l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair et déclarant: «L'ouverture des passages est une épée à double tranchant, si on donne l'impression que le Hamas a réussi à la réouvrir, ce serait vouloir dire que les roquettes ont réalisé leur objectif. "

Les documents évoquent la sollicitation de l'AP à l'égard de l'occupation pour qu'elle resserre encore plus son embargo contre la bande de Gaza, dans le but de déstabiliser le pouvoir du Hamas.

28/01/2011

<http://www.almanar.com.lb>

## 5-4 Bill Van Auken : Des documents secrets palestiniens exposent la supercherie du

### « processus de paix ».

La publication de quelque 1700 documents confidentiels a exposé que le prétendu « processus de paix » n'est qu'une supercherie criminelle, faisant partie d'un complot permanent des États-Unis et d'Israël contre les droits fondamentaux du peuple palestinien.

Les documents, des transcriptions de séances de négociations, des correspondances diplomatiques, des notes, des cartes et d'autres matériaux datant de la période allant de 1999 à 2010, ont été obtenus par le réseau de télévision Al-Jazira. Ils tracent un portrait dévastateur de toutes les parties impliquées dans les négociations israélo-palestiniennes orchestrées par les États-Unis durant la dernière décennie.

L'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas y est démasquée comme étant complètement soumise aux intérêts américains et israéliens. Elle cherche désespérément à soutirer un accord qui lui permettrait d'entretenir la fiction d'un État palestinien aux dépens de toutes aspirations historiques du peuple palestinien. Elle réprime ce dernier et lui ment pour tenter de consolider les intérêts d'une mince couche riche.

À cette fin, et les documents le démontrent clairement, les négociateurs de l'Autorité palestinienne étaient prêts à accepter l'envahissement de Jérusalem-Est par des colonies sionistes, à renoncer au droit des Palestiniens expatriés de retourner à leurs terres et à participer à un déplacement massif de populations arabes, une forme de nettoyage ethnique conçue pour servir l'objectif israélien d'un « État hébreu » démographiquement stable. Tout cela s'est fait à l'insu du peuple palestinien.

Quant aux Israéliens, des documents ressortent leur impitoyabilité et leur brutalité dans leur détermination à réprimer les Palestiniens et à les exproprier du moindre centimètre carré de leurs terres. Totalement fermés à l'idée d'en arriver à un quelconque accord, ils utilisent les négociations afin de soutirer des concessions toujours plus importantes à leurs malléables homologues palestiniens, tout en amenant de nouveaux « faits accomplis sur le terrain », soit la prolifération incessante des colonies sionistes dans les territoires occupés.

Et pour ce qui est de Washington, tant sous Bill Clinton, George W. Bush et Barack Obama, la diplomatie américaine prend une forme criminelle dans le cas de la question palestinienne, comme c'est le cas par rapport à l'ensemble du Moyen-Orient. Les négociateurs prennent systématiquement le parti d'Israël sur toutes les questions essentielles, tout en méprisant ouvertement les Palestiniens. Toutes tentatives par ceux-ci de soulever des questions fondamentales de droit international ou des cas de promesses non tenues sont jugées « irréalistes » et stupides.

L'arrogance et l'hostilité avec lesquelles l'impérialisme traite, non seulement les Palestiniens, mais tous les peuples opprimés et la classe ouvrière de par le monde ont été illustrées dans des remarques faites par la secrétaire d'État américaine de l'époque, Condoleezza Rice, retranscrites dans un des documents. Rejetant les plaintes de millions de Palestiniens condamnés à l'exil et à la survie dans de sordides camps de réfugiés, Rice avait dit, « Des malheurs arrivent aux gens partout dans le monde, continuellement. Il faut regarder vers l'avenir. »

La continuité de cette attitude cruelle envers la situation des Palestiniens a été maintenue par celle qui a succédé à Rice, Hillary Clinton, et cela est montré dans la retranscription d'une remarque faite à l'automne 2009, tandis qu'elle disait vouloir savoir pourquoi les Palestiniens agissaient comme s'ils étaient « toujours en pleine tragédie grecque ».

Rien de tout cela ne sera une révélation pour les millions de Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza et les millions d'autres exilés au Liban, en Jordanie et ailleurs. Leur vie quotidienne, ponctuée de frappes militaires israéliennes, de contrôles routiers, d'expropriations et d'innombrables humiliations, témoigne de la supercherie et de l'échec du fameux « processus de paix ».

Cependant, tout comme les câbles diplomatiques américains divulgués par WikiLeaks sur la corruption et la torture pratiquées par le régime du président Zine El Abidine Ben Ali ont alimenté le soulèvement révolutionnaire de masse qui a renversé ce

régime, les documents publiés par Al-Jazira constituent une menace mortelle à la survie du régime autoritaire corrompu de Mahmoud Abbas à Ramallah.

L'Autorité palestinienne a réagi avec rage à la publication des documents, les qualifiant de « tissu de mensonges » et disant qu'ils avaient été « fabriqués ». En visite au Caire, en rencontre avec le président égyptien Hosni Moubarak, le président de l'Autorité palestinienne Abbas a soutenu que les documents publiés par Al-Jazira étaient « volontairement confus », attribuant des positions de négociation israéliennes aux propres négociateurs de l'Autorité palestinienne.

Yasser Abed Rabbo, le secrétaire général de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), a accusé Al-Jazira d'essayer de « tromper le simple citoyen » et a laissé entendre que le réseau de nouvelles agissait au nom du mouvement islamiste Hamas, le rival de l'OLP, qui gouverne la Bande de Gaza.

La faction dirigeante du Fatah dans l'OLP a organisé une manifestation devant les bureaux d'Al-Jazira à Ramallah, lesquels ont été vandalisés. Certains responsables ont suggéré que la station fermera ses portes en Cisjordanie.

Le Hamas a déclaré pour sa part que les documents exposent « le niveau d'implication de l'autorité du Fatah dans les tentatives de liquider la cause palestinienne, en particulier sur la question de Jérusalem et des réfugiés, ainsi que sa participation contre la résistance en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza ».

Les affirmations selon lesquelles les documents sont faux ou les positions israéliennes sont présentées à tort comme celles des négociateurs palestiniens ne sont pas crédibles. Le matériel le plus incriminant est contenu dans les transcriptions des séances de négociation dans lesquelles la source de ces positions est indubitable. En plus d'Al-Jazira, le journal britannique The Guardian, avec qui le réseau a partagé le matériel, s'est porté garant de leur validité.

Parmi les plus importantes révélations trouvées dans les documents et publiées par Al-Jazira, il y a les concessions offertes par les négociateurs de l'Autorité palestinienne sur les questions fondamentales, qui sont à l'opposé des positions officielles défendues par le mouvement palestinien depuis des décennies.

Il s'agit notamment:

- Une offre pour permettre à Israël de garder le contrôle de toutes ses colonies à Jérusalem-Est, à l'exception d'une seule, cédant ainsi le contrôle de la quasi-totalité de ce que devait être la capitale palestinienne aux Israéliens. Selon le droit international, toutes ces colonies sont illégales. Le négociateur palestinien, Ahmed Qoreï, est cité dans une transcription d'une session de négociation de mai 2008 comme décrivant la concession de « sans précédent » et quelque chose que « nous avons refusé de faire » à Camp David.

- Une offre pour s'entendre sur un « nombre symbolique » de réfugiés expulsés en 1948 qui serait autorisé à retourner en Israël, apparemment 100.000 sur 10 ans. Une telle proposition aurait pour effet de renoncer aux droits de plus de cinq millions de Palestiniens apatrides.

- Une offre pour placer le contrôle du site du Mont Haram al-Sharif/Temple dans la vieille ville de Jérusalem, qui comprend le contrôle du Dôme du Rocher et de la mosquée d'Al Aqsa par un comité mixte. En faisant cette proposition, qui abandonne des revendications déjà défendues par le leader palestinien Yasser Arafat, le négociateur en chef de l'Autorité palestinienne, Saeb Erekat, est cité comme ayant déclaré ironiquement, « La seule chose que je ne puisse pas faire est de me convertir au sionisme. »

D'autres documents illustrent la collaboration intime entre l'Autorité palestinienne et les renseignements britanniques et américains dans la répression de factions militantes dans les territoires occupés et dans le complot visant à renverser le Hamas à Gaza. Les documents indiquent que l'Autorité palestinienne a été prévenue de l'invasion israélienne de Gaza en 2008-2009, et a négocié avec les Israéliens dans le choix des prisonniers palestiniens devant être libérés, manœuvre visant ouvertement à renforcer son image contre celle de ses rivaux islamistes.

Toutes ces concessions n'ont précisément rien produit de la part d'Israël ni de son allié américain. Lors d'une protestation en apparence passionnée à l'envoyé d'Obama au Moyen-Orient, George Mitchell, lors d'une réunion à Washington en octobre 2009, Erekat a été enregistré disant, « Dix-neuf ans de promesses et vous n'avez aucune idée de ce que vous voulez faire avec nous ... Nous avons respecté nos obligations. Même Yuval Diskin [directeur du Shabak, service interne de sécurité d'Israël] lève son chapeau à la sécurité. Mais non, ils ne peuvent même pas donner un gel de six mois [sur les colonies] pour me fournir une feuille de vigne. »

Washington, se plaignait-il, ne s'intéresse qu'aux « relations publiques, aux nouvelles rapides, et nous ne coûtions rien ». Il a averti que l'échec du « processus de paix » pour produire quoi que ce soit pour les Palestiniens minait l'utilité de l'Autorité palestinienne dans la promotion des politiques américaines. « A quoi bon si je suis la risée de ma famille, si je suis si faible. » Quant à la partie israélienne, les documents citent l'ancienne ministre israélienne des Affaires étrangères Tzipi Livni dans une réunion de 2007, offrant une description remarquablement claire de la stratégie de négociation de Tel-Aviv, guidée par une volonté d'empêcher toute possibilité d'un État palestinien viable. « La politique d'Israël est de prendre de plus en plus de territoire, jour après jour, puis qu'en fin de compte nous allons dire que c'est impossible, nous avons déjà les terres et on ne peut pas créer l'Etat [palestinien] », a-t-elle dit.

Une déclaration tout aussi franche quant au caractère frauduleux et unilatéral du « processus de paix » fut offerte par un ancien négociateur israélien dans une entrevue avec le Guardian.

Ce qui est vraiment frappant n'est pas tant la nature des concessions, c'est que, année après année, ils poursuivent la même stratégie qui a non seulement échoué, mais qui est une longue pente glissante pour la Palestine », a dit l'ex-négociateur, Daniel Levy. « Ils savaient qu'Israël empochait tout qu'ils lui donnaient, construisant plus de colonies et disant ensuite : Nous avons besoin de plus de terres. »

Levy ajoute ensuite : « Les Palestiniens ne se sont jamais extirpés de cette proposition structurellement perdante, particulièrement l'attente que les Américains allaient leur accorder Israël parce que les Palestiniens pensaient qu'ils étaient ceux à être raisonnables lors des négociations. Mais ce n'est pas arrivé, encore et encore. Les Américains se sont constamment rangés du côté de la partie non raisonnable et les Palestiniens ont continué à s'enfoncer de plus en plus dans

cette proposition perdante. »

Cette évaluation a été confirmée par la réaction de l'actuel gouvernement et de son premier ministre, Benyamin Nétanyahou, au reportage d'Al-Jazira. Il a immédiatement profité des documents concernant les larges concessions offertes à Jérusalem-Est en qualifiant les demandes publiques de l'Autorité palestinienne pour un gel des constructions à cet endroit de « ridicules. »

Les documents divulgués « montrent que la demande palestinienne durant la dernière année et demie pour geler les constructions dans les quartiers juifs de Jérusalem-Est est ridicule, vu qu'il est clair qu'ils avaient déjà concédé les dits quartiers lors des négociations, quand Olmert était en fonction », a cité le quotidien israélien Haaretz, reprenant les paroles de responsables israéliens.

La réalité est que, peu importe l'importance des concessions offertes par le côté palestinien, ni Israël ni Washington ne sont intéressés par un accord. Le « processus de paix », qui a maintenant été rompu par le refus d'Israël d'accorder un gel même partiel et temporaire de nouvelles colonies, n'a servi que comme moyen pour exercer un contrôle sur la population palestinienne et poursuivre les complots impérialistes dans tout le Moyen-Orient.

À Washington, le département d'État a dit qu'il ne pouvait garantir la véracité des documents, mais a reconnu qu'ils auraient un impact. « Nous ne nions pas que cette divulgation va, au moins pour un moment, rendre la situation plus difficile qu'elle ne l'était déjà », a dit le porte-parole Philip Crowley. « Mais encore une fois, nous sommes réalistes. Nous avons toujours reconnu que cela serait un grand défi. Mais cela n'a pas changé dans l'ensemble notre orientation et ne la changera pas aujourd'hui. »

Parmi les révélations contenues dans les documents, il apparaît que l'administration Obama a adapté sa politique encore plus étroitement à celle d'Israël que ne l'a fait l'administration Bush. Dans des pourparlers entre l'envoyé d'Obama, Mitchell, et le négociateur palestinien Erekat en automne 2009, Mitchell a poussé l'Autorité palestinienne à se soumettre au refus d'Israël de reconnaître les frontières de 1967 comme la base pour les négociations d'un État palestinien.

Lorsque Erekat a protesté en disant que les frontières de 1967 faisaient partie de la Feuille de route pour la paix de 2003 et qu'elles avaient spécifiquement obtenu l'aval de l'administration Bush à peine un an plus tôt, Mitchell a dit que Washington n'était pas contraint par ces engagements.

« Je vous redis que le président Obama n'accepte pas les décisions prises auparavant par Bush », a déclaré l'envoyé américain. « Cessez d'y avoir recours, car cela pourrait vous porter atteinte. Les pays sont contraints par des accords — pas des discussions ou des déclarations. »

Les documents divulgués par Al-Jazira ont mis à nu le caractère du présumé « processus de paix », qui a été complètement perverti par les médias. Depuis le début, il n'a pas été un moyen pour mettre fin aux six décennies de crise du peuple palestinien, mais a plutôt servi à légitimer la violence sans fin contre lui et à défendre les intérêts américains au Moyen-Orient.

La prosternation du leadership de l'Autorité palestinienne exposée par ces transcriptions montre l'impasse du nationalisme bourgeois à travers le Moyen-Orient et internationalement.

Les demandes historiques du peuple palestinien ne peuvent être résolues en cherchant à obtenir l'appui impérialiste pour un mini-État, inspiré des bantoustans, dans les territoires occupés. Seule la mobilisation de la classe ouvrière, palestinienne et israélienne, et son unification basée sur un programme socialiste et internationaliste, peut fournir une porte de sortie à l'actuelle impasse et prévenir une nouvelle vague de guerre meurtrière.

Bill Van Auken

Mondialisation.ca,

Le 2 février 2011

[Article original en anglais,WSWS.](#)

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=23060>

---

## 5-5 Sarah Irving : Comment l'Europe concourt à l'occupation de la Palestine.

Entretien avec [David Cronin](#) par Sarah Irving

Dans son nouveau livre *Europe's Alliance with Israel : Aiding the Occupation* (L'Alliance de l'Europe avec Israël : son concours à l'occupation), le journaliste David Cronin retrace les dédales de la relation de l'État d'Israël avec des institutions comme l'Union Européenne et l'OTAN. Ce faisant, il révèle la mauvaise foi de l'Europe dans ses prétentions à être une force neutre soutenant les droits élémentaires du peuple palestinien. Il répond ici aux questions de Sarah Irving.

**Sarah Irving :** *Jusqu'ici vous vous êtes intéressé aux institutions et aux affaires de l'Europe. Pourquoi avec-vous décidé d'écrire un livre sur les relations de l'Europe avec Israël et la Palestine ?*

**David Cronin [ ] :** Pour deux raisons. D'abord, comme membre d'une « Mission pour la Paix » européenne je suis allé en Israël et dans les Territoires palestiniens occupés, peu après les attaques du 11 septembre 2001 aux États-Unis. Je me souviens en particulier d'avoir assisté à une conférence de presse que (l'ancien Premier ministre israélien) Ariel Sharon donnait à l'hôtel du Roi David à Jérusalem et d'avoir été profondément choqué par son arrogance et ses propos au vitriol. Il a

commencé par accueillir les personnes présentes dans quelque chose comme –je ne me rappelle pas ses mots exacts– « la capitale éternelle du peuple juif depuis 3000 ans » sans reconnaître d'aucune façon qu'elle était aussi la capitale des deux autres grandes religions monothéistes du monde. Il a dit qu'il se réjouissait chaque fois qu'un Palestinien se faisait sauter dans un attentat suicide, parce que, ce faisant, les Palestiniens se détruisaient eux-mêmes. Cela m'a scandalisé. Une autre chose m'a énormément surpris : il a accusé l'Europe de financer « le terrorisme palestinien ». Je n'avais encore jamais entendu dire cela. C'était complètement nouveau pour moi.

Je suppose que j'étais un peu crédule en pensant qu'il n'y a pas de fumée sans feu, et en retirant l'impression que l'Union Européenne (UE) soutenait les Palestiniens. Chris Patten était le responsable de la Commission des Affaires Extérieures de l'Europe à l'époque et il présentait très adroitement l'Europe comme « un honnête intermédiaire » en insistant sans cesse sur le fait que l'UE faisait tout ce qu'elle pouvait pour faire avancer « le processus de paix » ; il soulignait que l'UE était le plus grand donateur de l'Autorité Palestinienne et qu'elle aidait à développer un État palestinien embryonnaire. J'ai pris beaucoup de ces affirmations pour argent comptant.

Le tournant pour moi a été tout à fait banal. J'assistais à une conférence organisée par un des Comités de l'ONU sur la Palestine au Parlement Européen de Bruxelles en 2007, et une session traitait des relations de l'UE avec Israël. Pour la première fois j'ai pris conscience de l'autre version des faits et j'ai reçu une information solide sur la profondeur de la collusion entre l'UE et Israël. Je fus frappé par le fait qu'il y a beaucoup d'écrits sur la relation des États-Unis avec Israël mais rien, à part quelques publications académiques, sur la relation entre l'Europe et Israël. J'ai donc pensé que, puisque personne d'autre n'allait écrire un livre sur ce sujet, il fallait que je le fasse.

**Sarah Irving** : *Quel est, à votre avis, le plus puissant « levier » qui peut expliquer l'attitude de l'Europe ? Vous identifiez différents éléments dans votre livre : la culpabilité engendrée par l'Holocauste, des intérêts économiques, l'influence des États-Unis ; quelles sont les influences principales dans ce jeu de forces capitalistes et politiques ?*

**David Cronin** : C'est la combinaison de différents facteurs. Henry Kissinger a dit un jour que l'UE ne serait jamais un acteur significatif au Proche-Orient. Il ne fait aucun doute les États-Unis demeurent l'acteur principal dans la politique mondiale en dépit de la montée de la Chine, mais l'UE est loin de n'avoir aucun pouvoir. Elle est le partenaire commercial principal d'Israël et c'est elle qui consent le plus d'aide à l'Autorité Palestinienne, ce qui lui donne un pouvoir économique important.

L'association entre l'UE et Israël est basée sur l'accord qui a pris effet en 2000 ; l'article 2 de l'accord stipule qu'il est conditionné au respect des droits de l'homme. Les fonctionnaires européens prétendent que la clause des droits de l'homme n'est pas contraignante, mais il y a des hommes de loi pour dire que l'UE elle-même la qualifie d'« élément essentiel ». Elle est clairement contraignante légalement et l'UE a l'obligation d'invoquer cette clause et de punir Israël si nécessaire quand il dépasse les limites. Pour moi le problème est la lâcheté de nos politiciens qui n'ont pas la volonté politique d'affronter le pouvoir hégémonique des États-Unis ou des Israéliens dans les affaires internationales.

Israël a développé des relations étroites avec l'UE et l'OTAN ; la même stratégie est à l'œuvre dans les deux cas, et parfois ce sont les mêmes personnes qui dirigent le processus. Tzipi Livni, quand elle était ministre des Affaires étrangères (d'Israël) a compris qu'il pouvait être dangereux pour Israël de dépendre uniquement des États-Unis. Elle et ses conseillers ont compris qu'il y avait d'autres pouvoirs qui émergeaient dans le monde. Ils ont obtenu, en novembre 2008, des accords pour améliorer les relations d'Israël avec, tout à la fois, l'UE et l'OTAN. Gabi Ashkenazi, le chef de l'armée israélienne, a rendu visite à l'OTAN plusieurs fois et Israël a participé à des exercices militaires avec l'OTAN. En juillet 2010, plusieurs soldats israéliens furent tués dans un accident d'hélicoptère en Roumanie [ ]. Les médias n'y ont accordé que peu d'attention mais cela montre à quel point Israël est impliqué dans les affaires de l'UE et de l'OTAN.

**Sarah Irving** : *Votre livre parle beaucoup du profit qu'Israël tire de cette relation. Mais quel profit en tire l'UE ?*

**David Cronin** : C'est une bonne question parce qu'il n'est pas avéré que ce soit vraiment l'intérêt de l'UE de faire, comme elle l'a fait, copain-copain avec Israël. Il y a une école de pensée –avec laquelle je sympathise– qui défend l'idée que l'UE ferait mieux d'oublier Israël et de concentrer ses efforts à améliorer ses relations avec les états arabes. Mais les facteurs décisifs sont les opportunités commerciales et économiques.

En 2000, selon l'Agenda de Lisbonne [ ], l'UE s'était fixé comme objectif officiel de devenir, dans monde, l'économie la plus avancée basée sur l'information. Mais pendant que les Européens en parlaient, les Israéliens s'y sont mis et l'ont fait. Intel est en train de mettre au point la prochaine génération de puces d'ordinateurs en Israël. Un grand nombre de développements « sexy » sur Internet y ont été développées. Les Israéliens consacrent 5 % de leur PIB à la recherche technologique, environ deux fois plus que les États-Uniens. L'Agenda de Lisbonne avait fixé un objectif de 3 % qui n'a pas été atteint. Donc l'aspect le plus important des relations entre l'UE et Israël est la coopération scientifique. Les Israéliens font partie du Programme de Recherche Scientifique de l'UE depuis les années 1990. J'ai vu quelques chiffres la semaine dernière selon lesquels les Israéliens participent à 800 projets de recherche scientifique pour une valeur de quelques 4,3 milliards d'euros entre 2007 et 2013. La bureaucratie de l'UE a le sentiment qu'il faut avoir de bonnes relations avec les Israéliens à cause de leur supériorité technique.

Le problème est qu'une bonne partie des triomphes techniques dont Israël est si fier a un lien étroit avec l'occupation. Comme je le signale dans mon livre, Elbit (la firme qui fabrique des drones utilisés contre Gaza) et Israel Aerospace Industries figurent parmi les bénéficiaires des subventions de l'UE pour la recherche scientifique. Un contribuable européen contribue donc à développer l'industrie de guerre israélienne.

**Sarah Irving** : *Au dernier sommet de l'OTAN, un nouveau programme de missiles de défense a été annoncé, pour la première fois en collaboration avec la Russie, qui doit apparemment être opéré à partir de navires étasuniens basés en Méditerranée. Quelles implications cela a-t-il pour les relations entre Israël et l'OTAN ?*

**David Cronin** : Elles sont nombreuses. Si on parle de l'attaque de la Flottille (qui transportait de l'aide à Gaza), légalement c'était une attaque contre la Turquie. Le Mavi Marmara était un navire turc et la Turquie, qui est membre de l'OTAN, a demandé que l'ONU se réunisse d'urgence après l'attaque [ ]. Imaginez un instant que ce soit la Corée du Nord qui ait fait cela : les feux de l'enfer se seraient déchaînés. Mais c'était Israël. Alors, bien que l'OTAN ait condamné clairement l'attaque, il n'y a eu aucune répercussion à long terme. Je crois même que la Turquie n'a pas cessé sa collaboration militaire avec Israël et que la Turquie a utilisé des armes israéliennes contre les Kurdes dans le nord de l'Irak.

En ce qui concerne le nouveau concept stratégique de l'OTAN et son système de défense antimissile, il y a eu beaucoup de discussions relatives à une participation d'Israël. Je sais que de nombreux responsables de l'OTAN se sont rendus en Israël et il y a eu des entretiens dans la ville de l'aéroport, près de Tel-Aviv, sur la manière dont Israël pouvait collaborer à ce projet. Israël a développé beaucoup de technologies qui intéressent fort l'OTAN, comme le système d'interception de missiles baptisé Iron Dome, aussi les Israéliens sont-ils considérés comme des experts, on les consulte, et il tout à fait probable qu'ils jouent un rôle actif dans le nouveau système de défense qui excite tellement l'OTAN [ ].

**Sarah Irving** : *Des dirigeants, comme Nicolas Sarkozy en France, parlent beaucoup du programme nucléaire iranien mais ne parlent pas de celui d'Israël. Donnez-vous crédit à « l'option Samson », la théorie selon laquelle les nations européennes sont parfaitement conscientes de la menace que représentent les armes nucléaires israéliennes qui pourraient détruire n'importe quelle capitale européenne presque sans avertissement ? [ ]*

**David Cronin** : Il faut parfois souligner l'évidence, mais le point le plus important que la plupart des commentateurs malheureusement ne voient pas, c'est le niveau effarant d'hypocrisie qui entoure ce sujet. Nous savons qu'Israël possède une puissance nucléaire tout à fait considérable et ne l'a jamais reconnu. A la différence de l'Iran, ce pays n'a jamais signé le Traité de Non Prolifération Nucléaire et n'autorise aucune inspection de ses installations, mais nous disons aux Iraniens qu'il leur est interdit de développer des capacités nucléaires alors que nous savons parfaitement qu'Israël les possède déjà. Le deux poids deux mesures est flagrant. Pour ce qui concerne « l'option Samson » je pense que c'est une chose que les dirigeants européens ont probablement à l'esprit. Ce n'est pas un sujet que j'ai moi-même approfondi, mais je ne rejette pas cette théorie.

**Sarah Irving** : *Des chercheurs comme Daoud Hamoudi de Stop the Wall, ont exprimé leurs sérieuses préoccupations concernant des zones industrielles qui sont financées sous forme « d'aide » par les pays européens. Cela fait des années que les colonies israéliennes utilisent*

*une main d'œuvre palestinienne sous-payée pour leurs produits d'exportation. Les Zones Franches situées en Afrique Australe ou en Amérique Centrale ont souvent été des endroits où les conditions de travail des ouvriers étaient épouvantables et elles se sont en plus révélé des sources de profit de courte durée car un pays concurrent réussissait toujours à baisser encore plus ses coûts. Est-ce là un avenir que nous pourrions voir en Palestine ?*

**David Cronin** : Il faut se demander pourquoi l'UE soutient si ardemment Mahmoud Abbas et Salam Fayyad. Leur légitimité démocratique est quasiment nulle. Le mandat d'Abbas comme président élu a expiré. L'UE se présente comme une instance qui soutient les principes démocratiques et —à juste titre— demande aux candidats à l'entrée à l'UE de respecter certains standards, mais dès qu'il s'agit des Territoires Palestiniens Occupés tout cela est oublié. L'UE a décidé d'ignorer les résultats de l'élection démocratique de 2006 parce que les Palestiniens, aux yeux de l'UE et des États-Unis, avaient « mal voté ».

Le cas de Salam Fayyad est particulièrement troublant. Voilà un gars qui n'est pas populaire du tout dans son pays, mais que l'Occident adore. Il faut se demander pourquoi, et la seule réponse que je puisse trouver c'est qu'il est complètement imprégné de la vision néolibérale qui règne à Washington et à Bruxelles. Il a travaillé à la Banque Mondiale et au FMI et, comme je le souligne dans mon livre, le papier qu'il a écrit : « Vers un État palestinien » ressemble beaucoup aux programmes d'ajustement structurel que le FMI a imposés à la plus grande partie de l'Afrique dans les années 1980 et se prépare à imposer à mon propre pays, l'Irlande [ ]. On parle ici de réduire les salaires des fonctionnaires et les dépenses en général sauf —et c'est significatif— les dépenses de sécurité, et de faire du secteur privé le moteur de la croissance. Et donc votre analyse est tout à fait exacte, l'idée est de faire de la Palestine un atelier de misère au bénéfice d'Israël.

**Sarah Irving** : *Vous avez écrit pour Electronic Intifada un article sur la participation de l'UE à l'entraînement des forces de sécurité de l'Autorité Palestinienne, censées s'inscrire dans la perspective de la construction d'un État palestinien. À quoi ressemble, à votre avis, la vision européenne d'un État palestinien ? Parlons-nous d'un tout petit État doté d'un système de sécurité draconien et d'un régime économique néolibéral ?*

**David Cronin** : Je ne crois pas que j'emploierais ici le mot « vision » ; je ne suis pas sûr que l'UE ait une vision. La « solution de deux États » est une sorte de mantra pour l'UE mais je ne pense pas qu'ils se soient demandé sérieusement ce que cela signifie. Les accords d'Oslo avec tous leurs défauts avaient au moins le mérite de parler de Gaza et de la Cisjordanie comme d'une seule entité, mais à l'heure actuelle il est devenu presque impossible à un Palestinien de voyager d'un territoire à l'autre et Israël contrôle une trop grande partie de la Cisjordanie pour qu'il soit possible de mettre en œuvre la solution de deux États d'une façon viable. Je pense que les représentants de l'UE se cachent derrière la rhétorique en ce moment. Ils ne présentent aucune pensée stratégique à long terme indiquant où ils veulent aller, à part de renforcer leur relation avec Israël aux dépens des Palestiniens.

Il faut se rappeler que l'UE présente la mission de la police COPPS (la mission d'entraînement de l'UE en Cisjordanie) comme la préparation d'une force de police en vue d'un État palestinien indépendant, mais ces policiers n'ont aucune autorité pour arrêter des colons israéliens et n'ont pas le droit d'aller dans le secteur C (la partie de Cisjordanie où, selon les accords d'Oslo, Israël garde le pouvoir de faire respecter la loi, et le contrôle des constructions et des projets). Plus de 60 % de la Cisjordanie n'est pas sous la juridiction de cette force de police. Il y a aussi beaucoup de preuves que l'UE ferme les yeux sur les exactions perpétrées par la police palestinienne. Il y a des preuves de torture recueillies par les organisations des droits de l'homme palestiniennes, et il est donc assez dégoûtant que l'UE présente son action comme une aide bienveillante aux Palestiniens.

**Colin Smith (commandant d'EUPOL COOPS) et le général Hazem Atallah (commandant de la police palestinienne) sous le portrait du président de facto Mahmoud Abbas**

**Sarah Irving** : *Un des problèmes avec les livres, c'est qu'ils peuvent être dépassés aussitôt sortis de presse. Y a-t-il de nouveaux développements majeurs que vous voudriez mentionner dans les relations entre l'UE et Israël ?*

**David Cronin** : La chose principale est qu'à l'automne 2010, Kathy Ashton, la responsable de la politique étrangère de l'UE a recommandé qu'Israël soit élevé au rang de « partenaire stratégique ». Ce

que ça signifie exactement n'est pas encore clair, mais il semble qu'Israël serait considéré à l'égal de la Chine ou des États-Unis dans l'échelle des priorités officielles de l'UE.

Ashton a été un désastre dans sa relation avec Israël. Pour être honnête, elle a fait quelques fortes déclarations sur Jérusalem et l'expansion des colonies israéliennes, et aussi sur la peine de prison infligée au (militant de base) Abdullah Abu Rahmeh qui a surpris certaines personnes. Mais pour le reste, elle a traité les Israéliens avec des gants. Elle est allée plusieurs fois à Gaza mais elle a refusé de rencontrer le Hamas ; elle a essayé de présenter les missions comme uniquement humanitaires et a minimisé leur portée politique. Quoi que vous pensiez du Hamas, il a gagné une élection qui a été reconnue comme libre et honnête par les observateurs de l'UE eux-mêmes en 2006.

Il est inconcevable que Kathy Ashton se rende n'importe où dans le monde et refuse de rencontrer les leaders politiques locaux. Quand elle était à Jérusalem cet été, elle a donné une conférence de presse conjointe avec (le ministre israélien des Affaires étrangères Avigdor) Lieberman et le seul prisonnier pour lequel elle a exprimé son intérêt, du moins en public, a été Gilad Shalit. Elle a totalement ignoré le fait que, chaque année, Israël emprisonne 700 enfants palestiniens, le plus souvent pour avoir seulement jeté des pierres, et qui subissent souvent des abus en prison. Mais, dans sa sagesse, Kathy Ashton ne semble pas s'intéresser aux abus infligés aux enfants palestiniens ; elle trouve plus intéressant le sort d'un soldat —qui doit certainement être traité avec humanité et libéré— mais qui participait à une occupation militaire brutale.

**Sarah Irving** : *Vous terminez votre livre en disant que l'UE offre des opportunités à ceux qui militent pour la souveraineté palestinienne. Quelles sont à votre avis les tactiques les plus efficaces ? Cela vaudrait-il la peine de prendre les membres du Parlement Européen (MPE) pour cibles ?*

**David Cronin** : Je vais répondre d'abord à la seconde question. J'étais opposé au Traité de Lisbonne mais un de ses bons côtés est qu'il a donné plus de pouvoir au Parlement Européen qui, malgré toutes ses imperfections, est une instance directement élue. Je ne suis pas beaucoup entré dans le détail dans le livre mais, des trois principales institutions de l'UE —le Conseil des Ministres, la Commission, et le Parlement— c'est le Parlement qui a été le moins malléable. Malgré des pressions très fortes, la majorité des membres du Parlement a soutenu le rapport Goldstone sur l'attaque de Gaza de 2008-2009. Plus récemment, le Parlement européen a bloqué un accord technique qui aurait rendu plus facile pour les biens industriels israéliens de se conformer aux règles de l'UE, par l'harmonisation des normes. C'est un sujet assez ennuyeux et pas du tout excitant, mais le Parlement Européen ou en tous cas un de ses comités a posé des questions inhabituelles et a retardé le passage en force de cet accord. Le Parlement n'est sans doute pas capable de geler toutes relations avec Israël, mais il peut certainement lui rendre la vie plus difficile. Il revient définitivement aux citoyens de l'UE de faire pression sur les membres du Parlement Européen pour les forcer à résister au lobby israélien. Israël se livre à un lobbying intense et il existe un réseau « d'amis d'Israël » qui transcende les partis. Il est donc très important que le Mouvement de Solidarité avec la Palestine contre-attaque ce lobby riche et secret qui essaie d'influencer des institutions clé.

Pour répondre à l'autre question, et pour le dire très simplement et peut-être grossièrement, les gens ordinaires ne peuvent pas attendre que leurs politiciens et leurs fonctionnaires prennent des mesures contre Israël. C'est pourquoi, à mon sens, il faut soutenir la campagne de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS). Mais nous ne devons pas oublier que c'est un moyen tactique, non une stratégie complète et qu'il faut utiliser des moyens tactiques complémentaires. Israël investit beaucoup de temps, d'énergie et d'argent pour faire croire qu'elle est « la seule démocratie du Moyen Orient », et le Mouvement de Solidarité avec la Palestine se doit de mobiliser toutes ses ressources pour contrer cette propagande biaisée.

**Sarah Irving** *Ecrivain*. Elle a travaillé avec le Mouvement de Solidarité Internationale en Cisjordanie occupée en 20001-02 et avec Olive Co-op, pour promouvoir le commerce équitable des produits palestiniens et y a fait des visites de solidarité en 2004-06. Elle écrit maintenant à temps complet sur plusieurs sujets, dont la Palestine. Son premier livre : *Gaza : Beneath the Bombs* co-écrit avec Sharyn Lock a été publié en janvier 2010. Elle travaille en ce moment à une nouvelle édition du guide de la Palestine Bradt et à une biographie de Leila Khaled.

[

---

## 5-6 Plus de 400 parlementaires européens ont été faire allégeance à Israël sous la direction des "European Friends of Israel".

Le Parlement européen pourrait presque tenir une session plénière à Jérusalem. Près de 500 députés, sur les 736 que compte le Parlement européen, étaient à Jérusalem du 5 au 8 février. Ils participaient à la seconde conférence organisée par les "Amis européens d'Israël".

Les parlementaires ont été reçus par le président Shimon Peres, le Premier ministre Benjamin Netanyahu et le chef de la diplomatie Avigdor Lieberman.

L'enjeu économique d'une telle rencontre est d'importance: le commerce israélo-européen s'est monté à 36 milliards de dollars en 2010, soit le tiers des échanges extérieurs d'Israël.

L'Association des Amis européens d'Israël (AEI), ou "European Friends of Israel" (EFI) en anglais, a été créée en 2006 au Parlement européen à Bruxelles. Son but est de réunir les partisans d'Israël en une force politique qui facilitera les relations diplomatiques et commerciales entre les deux partenaires.

Jean-Pierre Placade, nouveau président du groupe d'amitié France-Israël au Sénat.

Le sénateur de Haute-Garonne, membre du Rassemblement démocratique et social européen, a été élu par acclamation, président du groupe d'amitié France-Israël au Sénat, mardi 2 février 2011 à Paris.

Il succède à Philippe Richert, nouveau ministre chargé des collectivités territoriales.

Jean-Pierre Placade a participé au voyage de parlementaires européens en Israël, organisé par l'EFI avec le soutien du CRIF. Son président Richard Prasquier était également présent.

<http://www.israelvalley.com/news/2011/01/30/30093/israelvalley-israel-europe-les-parlementaires-europeens-se-reunissent-a-jerusalem-500-deputes-europeens-participeront-a-l>

<http://www.europe-israel.org/>

<http://www.efi-eu.org/content/view/185/1>

---

## 5-7 Le Parlement israélien a déroulé lundi le tapis rouge pour une délégation de plus de 400 parlementaires européens, en visite de soutien en Israël, qui ont pu participer aux débats des commissions de la Knesset.

Les élus, siégeant au Parlement européen ou dans des assemblées nationales, ont été accueillis par le président de la Knesset Réouven Rivlin.

Invités à participer aux commissions parlementaires, des élus européens ont pu suivre les discussions de la commission des Affaires étrangères et de la Défense, qui se tiennent habituellement à huis clos.

Le président de cette commission, l'ancien ministre de la Défense Shaul Mofaz (Kadima, opposition) a affirmé que selon lui "l'année 2011 sera cruciale pour la région avec des changements importants sur le plan sécuritaire".

Evoquant la situation en Egypte, M. Mofaz a émis l'espoir "que celui qui succédera au président Moubarak soit modéré et respecte le traité de paix avec Israël" signé en 1979.

"Nous voyons maintenant que nous avons raison quand nous disions que la principale raison de l'instabilité de la région n'est pas liée au conflit israélo-palestinien", leur a dit le ministre israélien des Affaires étrangères Avigdor Lieberman au sujet des mouvements populaires dans le monde arabe.

"Quel est le lien entre le conflit et ce qu'il se passe au Liban et en Egypte, en Tunisie et en Algérie ?", a-t-il demandé.

"La véritable menace pour l'Autorité palestinienne ce n'est pas le sionisme mais le Hamas et le Jihad islamique tout comme les autres pays sont menacés par les Frères musulmans, Al-Qaïda et autres mouvements extrémistes", a-t-il estimé.

La visite des parlementaires européens, venus d'une trentaine de pays, est organisée par le groupe de pression des Amis européens d'Israël (AEI) et vise à redorer l'image d'Israël en Europe.

Durant leur séjour, les élus européens ont encore rencontré lundi le Premier ministre Benjamin Netanyahu, après avoir écouté ce week-end le président Shimon Pérès.

Parmi les participants figurent d'ex-chefs de gouvernement, comme l'Espagnol José Maria Aznar, le Hongrois Peter Medgyessy et le Polonais Aleksander Kwasniewski, ainsi que la présidente de l'Assemblée nationale bulgare Tsetska Tsacheva, le vice-Premier ministre slovaque Jan Figel, le ministre hongrois de la Défense Csaba Hende et le vice-ministre grec des Affaires étrangères Miltiadis Varvitsiotis.

Une trentaine de députés et sénateurs français ont également fait le déplacement, dont les anciens ministres Hervé Mariton, Corinne Lepage et Eric Raoult, et la porte-parole du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Aurélie Filippetti.

Le président du groupe d'amitié France-Israël au Sénat, Jean-Pierre Placade, a déclaré à l'AFP être venu "pour témoigner de l'amitié et de la solidarité avec Israël à un moment où en Europe une action de boycottage est engagée contre ce pays".

JERUSALEM, 7 fév 2011 (AFP) -

Notes

Proche-Orient : Le CRIF ne veut pas de démocraties non contrôlées par Israël... !\*

Dans une déclaration faite sur Europe 1 ce vendredi 28 janvier, Richard Prasquier, président du CRIF (Conseil Représentatif d'Israël en France), a déclaré : « je n'aimerais pas que l'Égypte tombe entre les mains des Frères Musulmans ». La suite de la



déclaration mérite elle aussi d'être citée : « les structures de la démocratie peuvent être utilisées et dévoyées par des organisations qui vont imposer leurs codes politiques et moraux ». Après quoi Richard Prasquier mentionne l'exemple du Hamas, qui est parvenu au pouvoir à Gaza par... les élections !

On sait ce qui est arrivé aux habitants de Gaza suite aux élections législatives de 2006 : ils ont été agressés, et Gaza a été transformée en une prison à ciel ouvert, avec la complicité ouverte de l'Égypte de Hosni Moubarak. Est-ce le sort que promet Richard Prasquier aux Égyptiens, s'ils se débarrassent de la dictature de Moubarak ? L'avertissement est clair : l'entité sioniste se donnera un droit d'ingérence, comme à Gaza, au cas où les Arabes et les Musulmans venaient à élire un gouvernement qui n'est pas à la botte de Tel Aviv. Autrement dit, la « démocratie », pour laquelle on sacrifie des Français en Afghanistan, n'est un produit d'exportation que s'il est conforme au sionisme et à Israël ! Selon Richard Prasquier, les Musulmans doivent donc comprendre que, dans leur cas, la « démocratie » doit préalablement être agréée par Tel Aviv et le CRIF à Paris.

Mais est-ce seulement en Égypte que M. Prasquier veut contrôler la démocratie ? Les récentes interdictions de colloques et de réunions d'intellectuels en France, les poursuites judiciaires de toutes sortes depuis des années... ne sont peut-être que le prélude à une offensive législative française destinée à criminaliser l'antisionisme. Jusque-là le pouvoir, pourtant bien soumis au lobby sioniste et à M. Prasquier, a différé ce type de mesure. Par crainte sûrement de rencontrer une opposition parmi l'opinion publique, mais également pour ne pas gêner les organisations faussement antisionistes, telles que celles liées au PCF et à l'extrême gauche qui versent des larmes sur la Palestine, tout en s'interdisant de dénoncer l'existence d'un lobby sioniste en France. Bien mieux, ces organisations de diversion sont alliées au PS, le principal parti sioniste en France après l'UMP, et remplissent ainsi leur rôle : ne jamais dénoncer le sionisme comme étant par essence une idéologie raciste et de domination. La pénalisation de l'antisionisme obligerait ces officines à prendre position, les contraignant alors à se démasquer un peu plus.

Mais la situation évolue à l'heure actuelle à une telle vitesse que les dirigeants sionistes, à Tel Aviv comme à Paris, en sont arrivés à admettre l'incompatibilité de la démocratie avec Israël ! Selon eux, la « démocratie » n'est acceptable que si elle est bien domestiquée, soumise aux ordres des lobbies sioniste. Et cela est aussi valable en France, où l'on assistera inévitablement, ces prochains mois, à des tours de vis du lobby et des partis politiques qui lui ont fait allégeance. C'est d'ailleurs dans la logique des choses. Quand la lutte atteint un certain degré, les masques tombent, et la « démocratie » – ou ce qu'il en reste – est remise au magasin des accessoires...

Merci pour votre aveu, M. Prasquier. Même les plus naïfs savent à présent que la « démocratie » au Proche-Orient doit être contrôlée par Israël et le CRIF à Paris. Le Parti Anti Sioniste le savait déjà, mais si c'est vous qui le dites, alors cela devient en quelque sorte plus clair, plus limpide !

\*

<http://www.partiantisioniste.com/>

---

## 5-8 Prisonnières politiques en Israël et « intifada » égyptienne.

Mes informations concernant les prisonnières palestiniennes proviennent des bulletins mensuels de la WOFPP de décembre 2010 et début janvier 2011. Elles sont donc antérieures aux soulèvements populaires en Tunisie et en Égypte.

Au début 2011, ces prisonnières étaient, en Israël, au nombre de 37 : 20 à la Prison de Hasharon (Tel Mond), 16 à la Prison de Damoon (Mont Carmel) et une à la Prison de Névé Tirza (Ramle).

### Prison de Damoon sur le Mont Carmel

Le 2 décembre 2010, tandis que **Taghreed Jahshan**, avocate de la WOFPP, rendait visite aux détenues, éclatait le **gigantesque incendie** qui allait ravager en grande partie les forêts du Carmel.

L'avocate, désirant s'assurer que les prisonnières seraient évacuées, n'a quitté la zone sinistrée qu'après avoir vu que les véhicules du Service de la Prison étaient repartis avec les prisonnières... pour les transférer à la prison de Hasharon. (*Les média ont rendu compte, non pas de ce transfert, mais du décès de plus de 40 personnes ayant procédé à cette évacuation, des gardiens et des cadets en formation : leur bus s'était trouvé encerclé par les flammes*).

Le 8 décembre, les 16 détenues ont pu réintégrer « leur » prison sur le Mont Carmel.

Taghreed Jahshan porte un intérêt particulier à ces prisonnières et au bâtiment qui les abrite. Construit pour devenir un entrepôt de tabac, il a gardé le haut degré d'humidité nécessaire pour conserver les feuilles de tabac mais nuisible à la santé des personnes.

C'est pourquoi, les 25 et 27 janvier 2010, l'avocate avait écrit aux autorités de la prison - avec copies au Ministère Public et à l'Association israélienne du Barreau - pour dénoncer les conditions dans lesquelles les prisonnières étaient amenées à vivre : de l'eau suintant en permanence par le sol et les murs, la puissance électrique insuffisante pour l'utilisation d'appareils électriques, comme des bouilloires ou des réchauds, mais aussi l'absence d'eau chaude dans les cellules et même dans le bâtiment.

Son appel a été entendu et les autorités de la prison ont donné l'ordre d'entreprendre des travaux d'amélioration. Taghreed Jahshan s'est engagée à les contrôler.

### Prison de Hasharon

L'avocate de la WOFPP se rend évidemment aussi auprès des autres prisonnières politiques palestiniennes. En gros, elles subissent des conditions similaires dans les autres prisons, comme des humiliations infligées par les gardien(ne)s et l'insuffisance de nourriture, y compris d'eau potable, On les contraint aussi à une pénible inactivité. Elles ne peuvent même pas faire de petits travaux manuels : ainsi lorsque le Comité International de la Croix Rouge leur apporte du matériel, les autorités des prisons le leur distribue en trop petites quantités. Quant aux jeunes filles désireuses d'étudier, elles ne peuvent consulter presque aucun livre en arabe.

Parmi les prisonnières de Hasharon on compte Hadeel Abu Turki de Hébron, qui a été arrêtée près du « Caveau des Patriarches » le 14 novembre 2010. Âgée d'à peine **15 ans**, elle est considérée comme la plus jeune « terroriste » palestinienne.

**L'isolement par rapport à leur famille est particulièrement pénible pour ces femmes.**

Les rares parents qui reçoivent un permis pour leur rendre visite sont confrontés à de telles difficultés pour y arriver qu'ils sont souvent amenés à y renoncer.

C'est évidemment la présence même de la famille qui manque le plus aux prisonnières. Mais il y a aussi des problèmes matériels car les prisonnières ont besoin d'argent de poche pour s'acheter dans la cantine de la prison des compléments indispensables à leur alimentation et à leur toilette. Plusieurs d'entre elles n'ont même pas de chaussures pour l'hiver : les autorités de la prison interdisent aux familles de les leur apporter, arguant qu'elles peuvent les acheter à la cantine. Or elles y sont si chères, que la plupart des prisonnières ne peuvent se les payer.

**Les soins médicaux sont insuffisants, y compris les soins dentaires, parce que, généralement sous de faux prétextes, les autorités de la prison refusent qu'ils soient administrés.** L'avocate de la WOFPP obtient néanmoins quelquefois gain de cause, à force de lettres qu'elle adresse aux autorités de la prison,

Plusieurs femmes sont en **détention administrative**. Emprisonnées sans inculpation ni procédure judiciaire, elles ne peuvent être défendues en justice, même si au cours de leur incarcération elles font l'objet de traitements inhumains, comme la mise en isolement cellulaire, et cela pour une période indéterminée. La durée de la détention administrative est décidée arbitrairement par les autorités militaires et peut être prorogée, arbitrairement, le plus souvent de 6 mois en 6 mois.

Plusieurs Palestiniennes sont victimes de ce procédé. C'est notamment le cas de Linan Abu Ghulmeh (30 ans). Elle avait été libérée le 2 octobre 2009, avec 19 autres prisonnières, en échange de la vidéo montrant que le soldat Gilat Shalit était en vie. Mais le 15 juillet 2010, en pleine nuit, elle a de nouveau été arrêtée en même temps que sa sœur et trois autres membres de sa famille.

Emmenée au Centre de Détention de Petah Tiqva, elle y fut soumise, pendant de longues heures, souvent 20 heures par jour sans arrêt, à des interrogatoires intensifs, avec les mains liées au dos d'une chaise. Les interrogateurs la menaçaient d'arrêter encore d'autres membres de sa famille et de faire durer longtemps son emprisonnement.

Détenue ensuite à la prison de Hasharon, elle essaya d'obtenir de poursuivre sa détention dans la prison de Damoon, où se trouvait déjà sa sœur. Pour ce faire, elle entama, le 26 octobre, une grève de la faim qui n'eut d'autre effet que son transfert en isolement cellulaire. L'avocate de la WOFPP, qui lui avait rendu plusieurs visites, finit par obtenir son transfert à Damoon. Elle y arriva le 16 janvier dernier, alors que sa sœur Taghreed Abu Gulmeh avait été libérée le 2 janvier !

### **Mises en liberté**

Il y a d'autres cas, rares, de femmes qui ont été libérées récemment. Quelquefois, elles ont dû payer cher leur libération. Ainsi, 6 femmes ont été arrêtées par l'armée israélienne le 1 janvier 2011. Elles avaient participé à une marche de soutien à une Palestinienne décédée après avoir inhalé des gaz lacrymogènes lors d'une manifestation pacifique à Bil'in. Leur arrestation, qui a été très pénible, n'a certes duré que 3 jours. Mais les sommes qu'elles ont dû déboursier pour leur libération sous caution étaient, elles, très élevées : 6000 NIS (1220 euro).

C'est la **WOFPP** qui nous a transmis toutes ces informations qui lui ont été rapportées par **son avocate**. Celle-ci plaide, en outre, régulièrement auprès des autorités judiciaires et carcérales pour obtenir, un tant soit peu, une amélioration des conditions de vie des prisonnières politiques.

Women's Organization for Political Prisoners (Tel Aviv)  
P.O.Box 31811, Tel Aviv ([www.wofpp.org](http://www.wofpp.org); [info@wofpp.org](mailto:info@wofpp.org))  
« Femmes belges solidaires de la WOFPP »

---

## 5-9 Quelqu'un peut-il offrir un revolver à Mahmoud Abbas sur un plateau d'argent ?

Dans notre joie et notre enthousiasme pour l'Égypte, n'oublions pas la tache grise et sinistre qui est Mahmoud Abbas. Il doit se demander, avec crainte, pourquoi il a jusqu'à maintenant échappé à la purge alors que ses frères de lait Hosni et Zine sont envoyés paître ailleurs. Certains disent qu'Abbas n'est pas un mauvais bougre, qu'il a juste perdu le nord. En réalité, il a contre lui un long dossier de crime, trop fastidieux à détailler.

### Illégitimité

Membre fondateur de la section Fatah d'Arafat, il a remporté la présidence de l'Autorité nationale palestinienne en 2005, lors

d'un concours douteux et profondément biaisé - qu'on ne peut honorer du mot "élection" - dans lequel Israël a lourdement interféré pour faire obstruction aux autres candidats. Il a dépassé la durée de son mandat de deux ans et on considère largement qu'il n'a ni légitimité ni mandat populaire ; pourtant, il continue d'être soutenu par les Etats-Unis et Israël et leurs courtisans.

En 2007, il a dissous le gouvernement d'unité dirigé par le Hamas et nommé Salam Fayyad au poste de Premier ministre, décision presque certainement illégale selon la Loi fondamentale palestinienne et destinée à assurer la désunion et la faiblesse qu'Israël voulait absolument.

Collaboration

Dernièrement, il a été sérieusement touché par les documents Wikileaks, qui ont divulgué que le gouvernement israélien "avait consulté l'Egypte et le Fatah avant l'Opération Cast Lead, leur demandant s'ils étaient prêts à assumer le contrôle de Gaza une fois qu'Israël aurait vaincu le Hamas."

Un vrai patriote palestinien ne serait certainement pas resté silencieux sur un projet diabolique de crimes de guerre visant ses compatriotes !

Il semble qu'il a aussi demandé à Israël de renforcer le blocus de ses compatriotes à Gaza, en invitant même l'entité raciste à réoccuper la zone frontalière entre Gaza et l'Egypte.

Il a ensuite essayé d'enterrer le rapport Goldstone en retirant le soutien palestinien à un vote du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies visant à l'envoyer devant l'Assemblée Générale pour une éventuelle action. Un tel vote aurait été la première étape vers les tribunaux pour crimes de guerre, et il a été rapporté que les responsables états-uniens l'ont prévenu que ceci compliquerait les efforts en vue de relancer les pourparlers de paix israélo-palestiniens - alors irrémédiablement discrédités de toute façon.

Faire le sale boulot d'Israël

Les escadrons sécuritaires d'Abbas, financés par les Etats-Unis, se sont déchainés dans toute la Cisjordanie, faisant le sale boulot des forces d'occupation israélienne, réprimant comme des voyous tous signes de résistance et raflant les membres du Hamas. Et l'Autorité palestinienne a maintenant aboli la liberté d'expression en interdisant aux Palestiniens de manifester leur soutien aux Egyptiens et aux Tunisiens.

Abbas a téléphoné à Moubarak pour lui exprimer "sa solidarité" devant la révolte populaire grandissante des Egyptiens qui exigent sa démission, en dépit de sa collaboration avec Israël pour aider le régime voyou à maintenir son blocus cruel et asphyxiant de Gaza. Abbas a également téléphoné au président tunisien Zine el-Abidine Bin Ali avant qu'il soit éjecté

Quand il a pris ses fonctions de président, Abbas a prêté le serment suivant :

"Je jure devant Dieu Tout-Puissant d'être fidèle à ma patrie et à ses lieux saints, et au peuple et à son patrimoine national, de respecter le système constitutionnel et le droit, et de sauvegarder complètement les intérêts du peuple palestinien, que Dieu m'en soit témoin."

Puisse Dieu le frapper de la foudre ! Il s'est totalement moqué de la Loi fondamentale, il a détourné la présidence et fait de la comédie du processus de paix une farce sanglante. Il a veillé à ce que la désunion devienne le nom du jeu tandis que les compétences diplomatiques étaient abandonnées, ou plus exactement jamais maîtrisées.

Quant au patrimoine national et aux lieux saints, les négociateurs du dingue étaient prêts à les remettre à l'ennemi sur un plateau d'argent.

Jadis, un perdant de premier rang aurait reconnu que le jeu était fini et fait ce qu'il fallait. Il se serait retiré dans son bureau et aurait fermé la porte. Le maître d'hôtel lui aurait apporté, sur un plateau d'argent, un verre de son meilleur brandy et un revolver, et aurait quitté discrètement la pièce. Après quelques instants de réflexion et écrit une lettre d'adieu, le gentleman se serait fait sauter la cervelle et aurait sauvé tout le monde d'une foule de problèmes.

Les Palestiniens feraient bien d'avoir un Plan B crédible, pour quand ils entendront le bang.

[ism-france.org](http://ism-france.org)

---

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19